

agriculture, industrie) dans le respect de notre environnement et de la vie animale et humaine, avec le souci du bien-être des générations futures.

- **Organiser une distribution équitable de l'abondance** et rendre les richesses de la vie accessibles à chacun en fonction de ses besoins.
- **Apprendre les uns par les autres l'art de vivre** en bonne santé physique, sociale, mentale et spirituelle.

- **Réconcilier le féminin et le masculin** en permettant aux valeurs féminines de s'exprimer avec force dans la vie sociale et politique.
- **Oser le changement** intérieur pour déclencher le changement collectif, explorer les chemins de la conscience de soi pour comprendre l'autre et pour progresser dans l'harmonie entre les peuples.

## Notes de lecture

### *Manifeste pour un revenu d'existence*

*Dans un entretien avec la journaliste Emmanuelle Heidsieck paru aux Éditions du Toit sous le titre "Bonne année", Yoland Bresson développe un vivant plaidoyer en faveur du revenu d'existence. Les quelques morceaux choisis du texte de Yoland Bresson, ici repris par Jacques Berthillier, font suite à la première partie de l'ouvrage écrit par Emmanuelle Heidsieck qui, au travers de deux nouvelles relatant le réel, trouvent leur interprétation et leur solution dans le revenu d'existence. Nous ne saurions trop en recommander la lecture.*

Dans une société au progrès technique continu nous avons de moins en moins besoin de main d'œuvre pour une abondance croissante de biens et de services. D'où une moindre efficacité du système de protection sociale reposant sur le salariat. Dès lors, on perçoit mieux l'intérêt d'introduire le "revenu d'existence" pour passer de la flexibilité subie à l'intermittence choisie. Pour autant, le revenu d'existence n'est pas une fin en soi mais l'un des moyens permettant à chacun de s'adapter le plus facilement possible aux mutations de notre société.

Dans une société qui produit de plus en plus de pauvres et où l'on a même supprimé parfois la plupart des protections sociales comme aux États Unis, que va-t-il se passer en

phase de récession? On ose l'imaginer. Comme le disait Malraux "Si l'on ne touche pas à l'essentiel, on fait la charité". C'est pourquoi, il faut trouver le gène qui bouleverse la dynamique du système. Le gène du changement, c'est précisément la rupture du lien emploi-revenu. Avec l'introduction du revenu d'existence, on va chasser la peur qui stérilise l'initiative : peur du licenciement, peur du chômage; en fait "la peur au ventre". En associant un revenu acquis pour toujours à des revenus irréguliers on va renforcer l'autonomie de l'individu. C'est pourquoi un revenu d'existence, même modeste, ouvre des horizons, élargit les possibilités et permet de faire des projets.

Ce besoin d'autonomie est dans la nature de l'homme comme l'illustre cette anecdote. À la fin de l'esclavage, aux États Unis, deux états contigus, l'Ohio et le Kentucky, ont eu des positions très différentes. Alors que le Kentucky libérait ses esclaves, l'Ohio les conservait. 30 ans plus tard, on a constaté que le Kentucky était beaucoup plus riche que son voisin car les esclaves qui s'étaient émancipés préféraient l'autonomie, malgré les risques encourus, et cela s'est répercuté sur leur façon de travailler. On se trouve ainsi en présence de deux systèmes : soit les hommes sont à la disposition du maître en permanence, soit ils négocient un salaire en fonction de leurs

besoins, mais ils ne peuvent exercer ce deuxième choix sans un minimum d'autonomie.

Pour Milton Friedman, il y a deux types d'individus : ceux qui prennent des risques, ceux qui veulent la sécurité. Pour Yoland Bresson, il faut au contraire de la sécurité pour se découvrir et s'épanouir, car le voltigeur prend d'autant plus de risques qu'il dispose d'un filet de sécurité. Cette prise de risques est d'autant plus nécessaire que l'on se trouve dans une société où l'on peut produire de tout, où il faut donc renouveler les désirs en permanence. C'est pourquoi la créativité, l'innovation, la connaissance deviennent primordiaux dans le mode de production. Il s'agit là du capital humain qui a pour caractéristique essentielle de ne pouvoir être approprié, puisqu'il est porté par l'individu lui-même. L'autonomie et le sens des responsabilités rendus à l'homme sont donc indispensables à la création des richesses.

Le fait que le revenu d'existence soit distribué même aux plus riches choque certains, mais c'est précisément cette égalité de traitement qui assure la cohérence sociale et non pas l'équité, qui fabrique une société charitable en donnant plus à ceux qui ont le moins. Alors que l'équité doit se rajouter à l'égalité, certains voudraient remplacer l'une par l'autre, en opposition avec l'esprit de la république.

On ne peut éluder les effets du progrès technique sur la réduction de la durée du travail et ne pas en tirer les conséquences. En 1880 on travaillait 4 000 heures par an. Aujourd'hui environ 1 600 heures. De plus, la durée de la vie active ne cesse de se resserrer. En 1969 on entrait dans la vie active à 18,3 ans et on en sortait à 62,4 ans en moyenne. En 1989, l'entrée se fait à 20 ans et la sortie à 59 ans en moyenne. Le temps libre est ainsi devenu plus important que le temps de travail puisque le temps de la vie active se réduit et à l'intérieur de la vie active le temps de travail diminue aussi.

Le temps libre est à soi et ne laisse pas de trace de monnaie. Imaginons celui qui passe sa vie à penser sous un arbre. On pourrait parler d'un temps vide. Mais il suffit qu'un jour il communique à quelqu'un le résultat de ses

cogitations pour que ses idées soient insérées dans le système et deviennent la source d'échanges productifs. Il est donc essentiel d'accorder de la valeur à ce temps qui semble vide. S'il prend une image en monnaie, il est valorisé. Dès lors le revenu de chaque individu comporte deux parts : une part variable fonction de la façon dont chacun utilise son temps de travail et une part identique pour tous, le revenu d'existence, qui rémunère le temps libre.

Dans ce contexte on peut imaginer que la baisse des revenus (tout au moins pour les plus bas) entraînés par la réduction de la durée du travail puisse être compensée par l'attribution du revenu d'existence. Cela ne pénalisera pas l'employeur qui versera le salaire d'activité tandis que l'employé, tout en travaillant moins, gagnera autant. C'est indispensable, car l'augmentation du temps libre est récessive si elle s'accompagne d'une baisse des revenus. Ce serait le repli sur soi et l'appauvrissement généralisé.

Cette réduction de la durée du travail, facilitée par l'introduction du revenu d'existence, doit s'accompagner d'une rupture dans les habitudes. Les 32 heures le facilitent car cela oblige dans le travail à trouver un partenaire prenant le relais, donc à s'associer et à faire des équipes.

Yoland Bresson l'a expérimenté avec les étudiants en stages en entreprises qui, initialement, effectuaient 15 jours par mois en entreprise, 15 jours à la fac. Dès la deuxième année les étudiants embarqués dans la vie active donnaient la priorité à l'activité car, durant leur présence à la fac, ils étaient fréquemment sollicités et dérangés par leurs employeurs. On y a remédié en demandant aux entreprises d'ouvrir deux postes pour la même fonction. De la sorte, lorsque l'un des deux étudiants revient de ses 15 jours en apprentissage, le relais est pris dans l'entreprise par un second étudiant apprenti. Cette nouvelle organisation leur apprend à tout deux à partager le travail, la connaissance, la responsabilité et, par là même, à travailler en équipe.

1 800 F par mois pour le revenu d'existence est le résultat obtenu à partir de la richesse du

pays (PIB) et du capital humain social représenté par le lieu, les habitudes d'échange, les mentalités, les infrastructures..., en fait par tout ce qui constitue l'héritage commun. Comme le PIB et le capital social humain croissent tout deux, le revenu d'existence ira en augmentant.

Pour financer le revenu d'existence dont la mise en œuvre doit s'échelonner sur 5 ans, on peut envisager plusieurs possibilités : faire du déficit budgétaire, créer de la monnaie, contracter un emprunt d'État. Dans le contexte actuel, la meilleure solution paraît être la création de monnaie scripturale sous forme d'un emprunt. Cela est compatible avec toutes les contraintes économiques actuelles et renforce la capacité productive du pays dans une économie mondialisée. Selon cette proposition, chacun va emprunter à une banque pour une durée indéfinie, à un taux de 1 % garanti par l'État. La somme à emprunter n'est pas considérable si l'on déduit des 1 300 milliards correspondant à l'allocation de 1 800 F/mois à 60 millions d'habitants, les 860 milliards déjà distribués sous forme d'allocations conditionnelles.

Progressivement le revenu d'existence s'imposera dans le monde entier, même dans les pays les plus pauvres, son financement pouvant être assuré par un prélèvement sur les flux financiers internationaux. Selon la proposition de l'économiste James Tobin, une taxe de 1 % sur les 1 300 milliards de dollars de flux financiers par jour dans le monde rappor-

terait à elle seule 13 milliards de dollars, soit plus de 1 dollar/jour pour les 6 milliards d'habitants de la planète. Or, on peut subsister avec 1 dollar/jour dans les pays les plus déshérités.

Pour un très grand nombre, recevoir une part de la richesse sans avoir contribué à sa création est une incitation à la paresse. Mais l'inactivité permanente n'est pas dans la nature humaine. On peut le concevoir un petit moment ou pour le poète qui préfère vivre de peu sous son arbre, mais le plus grand nombre a besoin d'échanger avec les autres, de trouver ses modes de reconnaissance par les autres, de s'insérer dans un groupe, d'être reconnu pour ce qu'il fait (et pas nécessairement pour son salaire), de se donner des défis à lui même. En outre, il est difficile de vivre avec le seul revenu d'existence. En cela, il se distingue de l'allocation universelle suffisante, selon l'expression d'André Gorz, calculée à partir des besoins. Mais progressivement, en fonction de la croissance des ressources, le revenu d'existence va augmenter, si bien qu'il finira par atteindre le niveau de l'allocation universelle. On peut donc considérer que le revenu d'existence est une étape vers l'allocation universelle qui serait une sorte de projet final.

Jacques Berthillier

**André ROMIEU "Un revenu et une activité pour tous", l'Harmattan, 1998.**

*La revue d'économie industrielle dans son numéro 87 du 1er trimestre 1999 signale l'ouvrage d'André Romieu dont nous avons déjà parlé. Nous reproduisons ci - après la note de lecture.*

Partant du constat que, malgré la croissance, le chômage persiste dans toute son ampleur et que notre société se dégrade, ce petit livre incite à ne pas accepter la fatalité et indique des voies de solution. Une nouvelle révolution est en marche, qui comporte une métamorphose du travail et du salariat. S'adressant aux divers acteurs de changement, il plaide pour le revenu d'existence et, plus largement, pour une économie sociale de marché.